

La crise systémique : une crise de civilisation

Ses perspectives et des propositions
pour avancer vers une nouvelle civilisation

Paul Boccara

Maître de conférences honoraire en Sciences économiques.

La crise systémique de la société, à l'échelle mondiale, n'est pas seulement économique. C'est une crise de toute la civilisation. La question qui se pose est celle de son analyse et des propositions.

Tous les faits de l'actualité récente, de la crise et des dettes publiques européennes, aux avancées démocratiques vers une autre construction politique en Tunisie ou en Égypte, ou à la catastrophe nucléaire au Japon, vont dans ce sens.

Par hypothèse, une civilisation concerne deux systèmes: le système économique et le système que j'appelle anthroponomique (le social non économique) ainsi que leur combinaison dans un cadre géographique et historique déterminé, pour un mode de vie et de créativité. Ainsi, notre civilisation se rapporte à l'économie du capitalisme et à l'anthroponomie du libéralisme, dans le cadre occidental de l'Europe puis des États-Unis, du XVI^e siècle à nos jours. C'est la civilisation occidentale, qui s'est aujourd'hui pleinement mondialisée. Et cette mondialisation est un des facteurs de sa crise radicale.

Parler essentiellement du capitalisme ne correspond qu'à une partie de la réalité sociale. Selon mon hypothèse néo-marxiste, en liaison avec la «reproduction matérielle» de l'économie, l'anthroponomie concerne toute la «régénération humaine», les activités parentales, et les mœurs, les activités de production mais comme transformant les êtres humains, notamment au plan psychique, la politique, et toute la culture (pensée et éthique). Il s'agirait d'avancer au-delà des apports de Marx, déclarant qu'en transformant la

nature extérieure l'homme transforme sa propre nature, et des autres grands chercheurs sur ces questions.

Éléments sur les crises systémiques du capitalisme au plan économique et du libéralisme au plan anthroponomique

Les crises du capitalisme sont caractérisées par une surproduction avec « les insuffisances de la demande globale », selon l'expression keynésienne. Au fondement des crises de surproduction, il y a l'excès d'accumulation ou la « suraccumulation » des capitaux selon l'expression de Marx. Cette suraccumulation est liée à la révolution industrielle tendant à remplacer les travailleurs par des machines-outils.

Cela concerne des crises cycliques, avec des cycles de moyenne période, de 7 à 12 ans et les cycles dits de Kondratieff de longue période, de 48 à 60 ans. Ces derniers comportent une longue phase de tendance ascendante et une longue phase de tendance aux difficultés qui correspond à une crise systémique, comme celle de l'entre-deux-guerres mondiales, marquée par une suraccumulation durable et un chômage massif.

On est sorti de la crise du capitalisme de l'entre-deux-guerres par des transformations systémiques, permettant de relever la demande globale, notamment en investissements, en faisant reculer l'exigence de rentabilité dans les secteurs lourds avec le développement du secteur public. Mais ce sont aussi des progrès sociaux comme la Sécurité sociale. Après une longue phase de croissance, nous sommes entrés, vers 1967-1974, dans une nouvelle crise systémique, mettant notamment en cause l'importance du secteur public, avec l'allongement indéterminé de la crise.

Le libéralisme est caractérisé par les rapports contractuels entre individus libres et égaux en droits, mais inégaux du point de vue de la disposition des moyens matériels et culturels. Il est fondé sur des relations de délégations représentatives. Ces délégations se retrouvent dans les différents moments de l'anthroponomie : délégation aux chefs de familles, aux chefs d'entreprises, aux élus des assemblées et aux chefs de gouvernements et d'États, aux auteurs pour la culture, avec la révolution de l'imprimerie.

Dans ces conditions, aux crises systémiques de suraccumulation durable des capitaux correspondraient des crises de surdélégations représentatives, c'est-à-dire d'excès de délégation et de représentation, relativement coupées des réalités sociales transformées.

La réponse aux crises des délégations représentatives excessives se fait par un élargissement des références des délégations et des représentations. Ainsi, après la crise systémique de l'entre-deux-guerres, c'est l'élargissement de la démocratie libérale avec ses références sociales nouvelles, l'importance des questions sociales et des salariés, le vote des femmes, la Sécurité sociale, ou

encore, à l'opposé des colonies, la montée des nations en développement se voulant indépendantes dans le monde entier, et l'institution de l'ONU.

Cependant, après une longue phase d'expansion, nous sommes entrés dans la crise systémique actuelle. Par hypothèse, avec cette crise de civilisation, il s'agirait d'une crise systémique radicale, c'est-à-dire pouvant mettre en cause l'existence même du système, ou du moins sa domination, en raison de véritables révolutions des opérations techniques et sociales.

Révolutions des opérations techniques et sociales

Au plan économique

La révolution informationnelle. Tandis que la révolution industrielle développe le remplacement de la main des travailleurs par les machines-outils, c'est un remplacement de certaines opérations du cerveau, comme avec les ordinateurs.

Et surtout, désormais, les informations, comme les résultats d'une recherche, tendent à devenir prédominantes, plus importantes que les machines, dans la production. Or une même information, comme le résultat d'une recherche, à la différence d'une machine qui est ici ou là, base de sa propriété privée capitaliste, peut être partagée jusqu'à l'échelle du monde entier.

Une implication fondamentale est la récupération de ce partage par le capital privé monopolistique. Cela va favoriser la privatisation, avec l'expansion des entreprises multinationales. En effet, une entreprise privée multinationale peut bien davantage partager les coûts informationnels (de recherche, de distribution, de publicité, etc.) qu'une entreprise publique purement nationale. Cela entraîne l'industrialisation du monde et sa salarisation massive, avec la montée formidable des pays émergents. Cependant, les entreprises multinationales tendent à mettre en concurrence les salariés du monde entier et développent aussi la concurrence entre elles.

Avec les économies de travail direct et de travail contenu dans les moyens, c'est de nouveau la tendance au chômage massif durable, avec en outre, en raison des à-coups technologiques, la prolifération de la précarité des emplois.

La révolution monétaire, de décrochement presque complet de la monnaie par rapport à l'or. La révolution monétaire a contribué à une création monétaire effrénée, tout particulièrement en dollars, à la montée extraordinaire des endettements, des crédits, notamment pour les marchés financiers et la spéculation.

La révolution écologique a trois dimensions: la tendance à l'épuisement des ressources naturelles traditionnelles comme des ressources énergétiques fossiles, les pollutions devenues intolérables pour la santé, jusqu'aux risques du réchauffement climatique, et enfin les nouveaux domaines écologiques, de l'espace à la profondeur des océans, aux biotechnologies et aux nanotechnologies.

Au plan anthroponomique

C'est l'autre face de la révolution informationnelle, avec la succession de la révolution de l'imprimerie par la révolution du numérique et de la télécommunication des informations, avec les ordinateurs personnels. Cela permet un accès sans précédent de chaque individu aux informations de toutes sortes et leur circulation dans tous les sens. Cela peut s'opposer à la scission entre auteurs et lecteurs de l'imprimerie, avec la possibilité de réponse et de modification personnelle des informations.

La double révolution démographique, avec un décalage entre les pays développés et le reste du monde.

- 1). La réduction très forte de la fécondité et de la natalité,
- 2). La révolution de la longévité, avec la très forte progression de l'espérance de vie à l'échelle mondiale.

La révolution parentale, surtout dans les pays occidentaux. Ce sont : l'importance des divorces, des couples non mariés avec enfants, de la montée de l'égalité des femmes dans la direction des familles, des familles monoparentales, des parentés recomposées, des couples homosexuels, etc. Cela met en cause les mœurs traditionnelles, jusqu'à l'échelle du monde entier.

La révolution migratoire : à l'opposé de l'époque de l'impérialisme colonial, la forte pression migratoire des pays du Sud en direction du Nord, avec les défis massifs de l'intégration ou des rejets, du métissage, ou du multiculturalisme.

La révolution militaire : avec la prolifération des armes de destruction massive, tout particulièrement de l'arme nucléaire, l'ambivalence de la montée de forces internationales d'interposition, comme les « casques bleus ».

Exacerbation du capitalisme et du libéralisme, leurs progressions et leurs rejets sociaux

La progression et la montée des contradictions du capitalisme mondialisé

Il y a, à la fois, progression de l'industrialisation et de la salarisation dans le monde et aussi extension maximum et même exacerbation des marchés et de la domination des capitaux. Cela se rapporte aux dérèglementations systématiques des marchés.

C'est la progression considérable du chômage mondial.

La progression formidable des marchés financiers et des spéculations, ainsi que des prélèvements financiers, intérêts et dividendes.

C'est la montée extrêmement importante des prélèvements publics et sociaux, mais encore plus des dépenses publiques et sociales. C'est donc aussi l'importance des déficits publics et sociaux et de la progression des dettes publiques.

Il s'agit tout particulièrement de l'endettement public international colossal des États-Unis, en relation avec la montée formidable des déficits de leur balance commerciale.

Montée de l'individualisme, des crises d'autorité et de la crise des mœurs dans le monde

C'est l'exacerbation du libéralisme et de son individualisme dans les pays développés, et l'extension d'éléments institutionnels du libéralisme dans le monde entier. D'où les crises de l'autorité dans tous les domaines.

C'est la radicalité des affrontements sur les mœurs et sur les valeurs.

C'est aussi l'exacerbation des conservatismes et des intégrismes opposés.

1. Intégrisme occidentaliste, de l'apologie du libéralisme et du marché, moralisme conservateur des sectes évangélistes aux États-Unis ou encore montée des populismes des extrêmes droites.
2. Intégrisme islamiste, de réaction aux mœurs occidentales contemporaines, contre leurs émancipations ou leurs débordements individualistes, et les rejets violents.

D'où les affrontements meurtriers du terrorisme islamiste et aussi les guerres impulsées par les États-Unis en Irak et en Afghanistan.

Tournant récent dans la crise de la civilisation

Le tournant économique

Ce sont les trois actes d'effondrements des surendettements de la crise financière de 2008, de la récession à l'échelle mondiale de 2009, puis de la crise de l'euro de 2010.

Cela va entraîner l'autre élément du tournant : les interventions extraordinaires des États, de soutien des banques, Fonds et assurances.

Cependant, contrairement aux années 1930, même s'il y a déflation de la dette des ménages, le relais est pris par la création monétaire et surtout par la dette publique, notamment aux États-Unis.

En 2010 explose la crise de la spéculation contre les titres de dette publique dans l'Union européenne, de la Grèce et l'Irlande, à l'Espagne, au Portugal. C'est la crise de l'euro, qui provoque les interventions interétatiques, celles de la BCE et du FMI, et les plans d'austérité.

Le tournant anthropomique

Au plan politique, c'est le retour des interventions étatiques très massives, non seulement nationales, mais aussi désormais interétatiques. Cela exacerbe les délégations représentatives. Cela se relie à la crise idéologique de mise en cause des illusions sur les marchés autorégulateurs et de délégitimation du capitalisme.

C'est l'impact du relèvement des dépenses militaires, lié à la guerre en Irak puis en Afghanistan, sur la remontée des taux d'intérêts de 2005 à 2007.

D'ailleurs, l'éclatement des affrontements violents mondialisés après septembre 2001 aurait participé au tournant au plan idéologique et politique.

Perspectives de la crise systémique planétaire

Perspectives économiques

À travers la reprise de la croissance mondiale montent les risques majeurs d'un quatrième acte d'éclatement d'un surendettement et d'une suraccumulation encore plus graves, d'ici quelques années.

1. L'éclatement probable, dans quelques années, de l'excès des dettes publiques, non seulement dans l'Union européenne mais un peu partout, et surtout pour les États-Unis. C'est la montée du risque de chute des cours affectant la masse formidable de Bons du Trésor des États-Unis. D'où la mise en cause de la domination du dollar.
2. L'éclatement corrélatif des surinvestissements, face notamment à la limitation des emplois et des demandes dans les pays développés, surtout depuis les pays émergents, y compris la Chine.

Perspectives anthroponomiques

Ce sont les redoublements des crises d'autorité et de surdélégations représentatives.

La montée des exigences liées à l'allongement de l'espérance de vie et à l'augmentation du nombre des personnes âgées dans les pays développés.

La montée des violences et des exigences concernant l'insécurité, mais aussi l'échec des réponses violentes aux violences.

La montée de graves difficultés concernant les pouvoirs et les cultures, du plan local, national et zonal, notamment des pays en développement et émergents, et les exigences de démocratisation, comme déjà en Tunisie ou en Égypte, jusqu'à la gouvernance mondiale.

Des propositions de transformations radicales pour avancer vers une autre civilisation

Il ne s'agirait pas de sauter dans une tout autre société, mais d'une construction mixte où avanceraient des institutions nouvelles, faisant reculer graduellement les institutions existantes, progressivement maîtrisées jusqu'à être dépassées.

Maîtriser et commencer à dépasser les marchés du capitalisme mondialisé.

1. Marché du travail

Je propose d'avancer partout, vers un système de sécurité d'emploi ou de formation. Celui-ci, pleinement réalisé, assurerait à chacune et à chacun soit

un emploi soit une formation rémunérée, pour revenir par la suite à un meilleur emploi, avec des rotations emploi/formation.

2. Marchés monétaire et financier

La première transformation concernerait un nouveau crédit pour les investissements avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés que sont créés de bons emplois et formations, et des constructions sur quatre niveaux :

- a. le niveau local et régional,
- b. le niveau national,
- c. le niveau zonal, tout particulièrement important, comme celui de la Banque centrale européenne, ou celui de la Banque du Sud qui s'installe en Amérique latine. La BCE refinancerait par sa création monétaire les banques ordinaires pour le nouveau crédit,
- d. le niveau du monde, avec une refonte du FMI. Une véritable monnaie commune mondiale serait instituée, à partir des Droits de Tirage Spéciaux du FMI. Une seconde transformation concernerait la prise de dettes publiques par la création monétaire des banques centrales et par le FMI nouveau avec la monnaie commune mondiale. Une transformation radicale consisterait en des prises de titres de dettes publiques pour financer une expansion massive des services publics, comme avec la proposition d'un Fonds de développement social européen par le Parti de la gauche européenne.

3. Marché des productions

De nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale des entreprises pourraient faire reculer les critères de rentabilité. Il s'agirait d'économiser les capitaux par rapport à la valeur ajoutée produite, en développant les dépenses pour les capacités des travailleurs, en liaison avec les recherches-développement.

Face à la gravité des défis écologiques, de simples taxations et subventions ou des objectifs de réduction, comme pour les émissions de CO₂, sont insuffisants. Ils sont contrecarrés par les productions installées et les gestions des grands groupes. Les limitations et réglementations devraient donc être articulées à d'autres critères de gestion pour économiser les moyens matériels. Elles seraient aussi reliées à des refontes systématiques des types de production et de consommation, impulsées par des services publics nationaux de l'environnement, coopérant au plan international.

Le développement de participations publiques dans les entreprises et de nouvelles entreprises publiques et socialisées contribueraient aux nouvelles gestions.

4. Marché mondial avec coopérations et co-développement

Avec des mesures de compensation des dissymétries des échanges, des accords de coopération permettraient des réciprocitys. On remplacerait l'Organisation mondiale du commerce par une Organisation de coopération et de maîtrise du commerce mondial pour le co-développement. Il s'agirait notam-

ment de nouvelles coopérations interzonales de co-développement des peuples, comme une véritable coopération euro-méditerranée. Il s'agirait aussi d'avancées des services et biens communs publics de l'humanité, maîtrisant et commençant à dépasser les opérations des entreprises multinationales.

Maîtriser et commencer à dépasser les délégations représentatives du libéralisme dans le monde

1. Activités parentales et services publics les prolongeant

Il s'agit de la promotion radicale des droits des femmes, des enfants, des personnes âgées.

Dans les services publics, on instituerait des pouvoirs de participation et de coopération créatrice des usagers, directs et indirects comme les parents, avec tous les personnels. Ainsi, pour la santé, les malades à l'hôpital, au lieu d'être traités comme des objets passifs, devraient pouvoir, au-delà des avancées récentes sur les droits d'information, participer à leur propre traitement personnalisé. Ils s'appuieraient sur l'aide d'associations, de formations, de sites d'information et de débat.

Cela concernerait également des services publics nouveaux à créer, comme pour la petite enfance ou pour les personnes âgées.

2. Nouveaux pouvoirs politiques

Des pouvoirs d'intervention dans les gestions des entreprises et des services publics, peuvent se relier à des pouvoirs d'intervention de tous dans de nouvelles institutions politiques, de démocratie participative.

Ces nouveaux pouvoirs iraient depuis le plan micro-local jusqu'au plan mondial, en passant par le régional, le national, l'international zonal et interzonal.

3. Nouvelle gouvernance mondiale

Avec une démocratisation profonde de l'ONU et de ses agences, des services et biens communs publics de l'humanité, y compris la paix.

4. Nouvelle culture de partage et d'intercréativité de toute l'humanité

- a. Une culture d'intercréativité de tous les êtres humains.
- b. Une utilisation des technologies de l'information et de l'Internet pour cette intercréativité émancipée de la domination des grands groupes privés.
- c. Un nouvel humanisme et un nouvel œcuménisme contre tous les intégrismes.
- d. Un dépassement des cultures occidentales, orientales et du Sud, pour une culture émancipatrice de toute l'humanité.

Une civilisation véritablement mondiale de toute l'humanité pourrait viser à dépasser les apports de libertés de l'Occident, mais sans l'égoïsme et les

monopoles, et les apports de solidarité de l'Orient et du Sud, mais sans les dominations hiérarchiques, pour l'épanouissement de chacun partout.

L'enjeu d'une autre civilisation se rapporte à la convergence de toutes les luttes sociales et humaines. Ce sont les luttes de classe de toutes les catégories de salariés du monde entier. Ce sont les luttes d'émancipation contre les dominations des femmes, de génération, des jeunes, des personnes âgées et les dominations politiques. Ce sont les luttes des nations et zones culturelles dominées, de toutes les minorités immigrées. Cela concerne la convergence de toutes les émancipations, contre tous les monopoles sociaux, pour une civilisation de partages de toute l'humanité, favorisant les activités libres et créatrices de chacun.

Références

- Voir pour les références bibliographiques et statistiques ma *Note*, publiée en décembre 2010, sous le même titre que l'article, par la Fondation Gabriel Péri. fondation@gabrielperi.fr